

55690



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.: LIMITEE

E/ECA/PSD.7/22
14 janvier 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Septième session de la Conférence commune des
planificateurs, statisticiens et démographes africains

Addis-Abeba (Ethiopie), 2 - 7 mars 1992

**EXAMEN D'UNE STRATEGIE POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA
STATISTIQUE EN AFRIQUE DURANT LES ANNEES 90**

1. Au cours des dernières années et en particulier dans le cadre du programme d'ajustement structurel et des réformes, on a pris de plus en plus conscience de la nécessité d'améliorer et de renforcer les systèmes d'information dans les pays africains. C'est parce qu'elle avait reconnu l'importance des flux d'information que la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains a, à sa cinquième session, demandé à la CEA de faire une évaluation des moyens statistiques de tous les pays africains. Une telle entreprise a été jugée nécessaire pour déterminer si des progrès suffisants avaient été accomplis durant les années 80 pour ce qui est de satisfaire les besoins en données de l'Afrique et si une infrastructure et des capacités adéquates dans le domaine statistique avaient été mises en place dans les pays.

2. Les résultats des évaluations faites dans 32 pays ont été présentés à la sixième session de la Conférence commune (E/ECA/PSD.6/16). La conclusion à laquelle on était arrivé était celle-ci : en dépit de cadres juridiques et administratifs différents "il n'existe pas de domaine où il n'y a pas de problème".

3. Il conviendrait de se rappeler que cette évaluation a débouché sur le Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90, élaboré par la sixième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains et adopté par la vingt-cinquième session de la Commission/seizième réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification économique et du développement, en mai 1990. Reconnaissant le rôle stratégique de l'analyse qualitative pour ce qui est d'améliorer la prise de décisions en vue d'un développement durable, le Plan d'action a énoncé un certain nombre de principes et objectifs et présenté des recommandations aux gouvernements, Etats membres de la CEA et aux organisations internationales. L'une des recommandations était la suivante : La CEA devrait prendre l'initiative de réunir un groupe de travail pour approfondir et développer les principes, les objectifs et les recommandations du Plan d'action et formuler des stratégies détaillées pour sa mise en oeuvre".

4. Les modalités d'application pratique du plan sont définies dans une Stratégie pour le développement de la statistique en Afrique durant les années 90. D'abord, un projet de stratégie a été établi par Dr. K.T. de Graft-Johnson, consultant de la CEA. Le projet a été présenté, tel que recommandé par le Plan d'action, à une réunion d'un groupe de travail sur l'application du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique durant les années 90, laquelle s'est tenue à Nairobi (Kenya) du 16 au 20 juillet 1991. Y avaient participé des représentants de 20 pays, des universitaires ainsi que des représentants de donateurs bilatéraux et multilatéraux et d'organisations internationales. Après un examen exhaustif, le Groupe de travail a adopté la stratégie. Le compte rendu des travaux de cette réunion figure dans le rapport du Groupe de travail portant la cote ECA/STAT-SDPA/WGM.1/91/1.

5. Dans la stratégie, il est demandé aux décideurs dans les pays, à la communauté internationale et à ceux qui sont responsables du travail statistique d'apporter leur pierre à l'oeuvre de modernisation et d'amélioration des capacités et des systèmes statistiques dans les pays africains. En guise de toile de fond pour cette action, dans la stratégie on fait le point sur le développement de la statistique en Afrique au cours de la période 1960-1989 et en particulier en 1990. Les tâches majeures à entreprendre durant les années 90 sont soulignées. Il s'agit, entre autres, des besoins concurrentiels en ce qui concerne la demande intérieure et extérieure de données, le choix d'un ensemble minimal de sujets pour les services nationaux de statistique, la gestion des bureaux de statistique, l'élaboration de la

politique en matière de diffusion de données, la commercialisation des produits statistiques, la définition des priorités, l'élaboration des programmes de travail, la coordination, la participation accrue des femmes au développement de la statistique et la nécessité de créer des services s'occupant des méthodes et des normes au sein des services nationaux de statistique.

6. Non seulement la stratégie définit les tâches urgentes qui pourraient être entreprises aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial pour redynamiser la statistique en Afrique, elle définit aussi des moyens de mettre en oeuvre les divers éléments de la stratégie. Des efforts concertés des pays, soutenus par la communauté internationale sont la clé de voûte de la stratégie, cependant il a été tenu compte de la situation particulière des pays; la stratégie fournit donc un cadre permettant aux divers pays d'établir des priorités plus détaillées pour le développement de la statistique conformément à leurs besoins sur le plan national.

7. La stratégie définit les actions qui pourraient être menées aux niveaux national, sous-régional et régional ainsi que mondial. Parmi les actions au niveau national figurent une évaluation des besoins, un examen des programmes et l'élaboration de stratégies comme premier pas; l'établissement de plans de développement statistique; l'élaboration de budgets de programme de travail annuels ou biennaux; le traitement des données; l'analyse des données; le stockage, la restitution et la diffusion des données et la sensibilisation du public à l'importance des statistiques. Les actions aux niveaux régional et sous-régional sont les suivantes : établissement des concepts, des définitions et des classifications convenant à la région africaine; formation et recherche statistiques; services consultatifs; système d'information régional; élaboration des directives concernant l'établissement des plans nationaux pour le développement de la statistique; préparation et adoption de manuels; coordination de la coopération technique, etc.. Parmi les actions proposées au niveau mondial, figurent les suivantes : programmes généraux et arrangements pour la création de réseaux; établissement de normes, élaboration de manuels au niveau mondial, prestation de services consultatifs interrégionaux et coordination de la coopération technique.

8. La stratégie envisage la nécessité d'un passage en douceur du stade actuel de développement statistique dans chaque pays au stade plus avancé proposé. A cette fin et jusqu'à ce stade-là, des efforts devraient être faits pour poursuivre les activités des services nationaux de statistique du moins à leur niveau actuel tout en évitant d'engager ces services dans une activité à long terme avant que ne soient connus les résultats de l'évaluation des besoins qu'il est envisagé d'effectuer. En ce qui concerne les dispositions transitoires concernant l'application de la stratégie, il sera nécessaire de prendre des mesures aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial.

9. La tâche urgente est de corriger la situation actuelle en ce qui concerne les statistiques africaines et de l'améliorer. C'est là un défi : la stratégie, un moyen d'aller de l'avant.

10. La session en cours de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains est invitée à examiner et à approuver la stratégie proposée pour le développement de la statistique en Afrique durant les années 90, à la lumière du rapport de la réunion du Groupe de travail de Nairobi (document E/ECA/PSD.7/23) et à présenter des avis à la Conférence des ministres de la CEA sur les moyens d'appliquer la Stratégie.